

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, 12 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DE LA PERRUGE SA

La Perruge
17610 Chérac

Références : 2025_350_UbD16-86_Env

Code AIOT : 0007203554

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2025 dans l'établissement DISTILLERIE DE LA PERRUGE SA implanté La Perruge 17610 Chérac. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle au titre de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DE LA PERRUGE SA
- La Perruge 17610 Chérac
- Code AIOT : 0007203554
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est soumis à l'arrêté préfectoral du 20 mars 2018, portant enregistrement de la distillerie. Le site comporte une distillerie relevant du régime de l'enregistrement autorisée à contenir 18 alambics d'une capacité de charge totale de 550 hl (soit une capacité production de 330 hl/j d'alcools pur) répartis sur deux niveaux (niveau 0 et niveau 2), un chai de stockage autorisé à stocker 191,5 m³ d'alcools de bouche et une cuverie à vin autorisée à une capacité de 15040 hl (niveau 2).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des écoulements accidentels	Arrêté Ministériel du 14/01/2011	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Détection liquide	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 28	Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Installations de combustion	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 67	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 1.2.1	Sans objet
2	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 33	Sans objet
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 24	Sans objet
7	Vérifications périodiques équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26	Sans objet
8	Étanchéité bassin à vinasses	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58	Sans objet
9	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de l'inspection, quelques actions correctives sont à mettre en œuvre au niveau des installations de combustion et sur la gestion des écoulements accidentels de la distillerie. Des justificatifs sont également attendus notamment au sujet de la réception de la réserve incendie par le SDIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, capacité des installations autorisées			
Prescription contrôlée : « Liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées			
N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Capacité des installations	Régime
2250-2	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2.supérieure à 30 hl/j, mais inférieure ou égale à 1300 hl/j. <i>Nota : Pour les installations de distillation discontinue, le seuil, prévu au point 2 ci-dessus, de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics.</i>	330 hl/j (*) 14 alambics de 25 hl de charge chacun et 4 alambics de 50 hl de charge	E
2251-B-2	Préparation, conditionnement de vins B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 2.supérieure à 500 hl/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an	15 040 hl	D
4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole , extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³	191,5 m ³	DC
<u>Régime</u> : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration)			
(*) suivant la définition de la "capacité de production d'alcool pur en hl/j" indiquée à l'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement »			
Constats : 16 alambics sont en place dans la distillerie. La quantité d'eau de vie stockée sur le site le jour de la visite est de 868 hl dans le chai Martell. Le chai de vieillissement à l'ouest du site n'est plus exploité. Durant la campagne 2023-2024, 110 554 hl de vins ont été distillés. Il a été constaté au niveau de la cuverie de stockage de vins, à une dizaine de mètres du site la présence d'autres cuves appartenant à une autre entreprise. Il n'existe pas de séparation physique entre cette installation et celle de la distillerie de la Perruge (pas de clôture notamment). Les installations appartiennent à deux exploitants différents et sont dans deux sites ICPE distincts. L'exploitant a précisé que les bassins de stockage de la distillerie de la Perruge sont parfois mobilisés pour assurer le stockage des eaux de lavage de cet autre site, mais sans interférer avec			

son activité car cela est fait à une période où la distillerie n'est pas en activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 33
Thème(s) : Situation administrative, consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" (...) Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. (...) "</p> <p>N.B : suite à la visite d'inspection du 14 mai 2018, il était attendu de la part de l'exploitant d'équiper le forage exploité par le site d'un dispositif de mesure totaliseur, dont le relevé est à effectuer hebdomadairement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau consommée sur le site est principalement issue du réseau d'eau potable. L'exploitant a présenté une facture Veolia indiquant les volumes consommés par le site (de l'ordre de 1400 m³ entre 2020 et 2023). Cette eau est utilisée pour le lavage des installations de stockage et des installations de la distillerie.</p> <p>L'exploit a indiqué ne plus utiliser le forage (forage appartenant à la commune). Il a par ailleurs précisé qu'il faisait l'appoint du circuit de refroidissement en prélevant dans une « lagune » lui appartenant, située au sud de la distillerie. Ce plan d'eau, d'une dimension de 150*50*3,5m (surface supérieure à 1000m²), a été mis en place par l'exploitant en 2010 (déclaré à l'inspection en 2009). Il est alimenté en eau par les eaux pluviales, notamment issues de la toiture recouvrant le bassin à vinasses.</p> <p>Le plan d'eau ne figurant pas dans l'arrêté d'enregistrement, l'inspection proposera son intégration dans les ouvrages déclarés pour le site en incluant la rubrique "3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non" de la nomenclature définie à l'article R.214-1 du code de l'environnement (déclaration loi sur l'eau) dans un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des écoulements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011
Thème(s) : Risques accidentels, déversement accidentel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
- (...)"

Constats :

À partir du plan des réseaux présenté par l'exploitant et en visitant le site, il a été constaté que la distillerie située au niveau 0 (distillerie ancienne et nouvelle) n'est pas mise en rétention. Les portes ne sont pas équipées de seuils permettant d'éviter les écoulements accidentels vers l'extérieur. Des caniveaux sont présents dans la distillerie ancienne mais sont reliés à un fossé.

Il existe sur le site un "bassin étouffoir" de 67 m³ et un bassin de rétention de 100 m³ prévus pour la rétention du chai Martell, de l'aire de dépotage associé et de la distillerie qui se situe au niveau 2. Il a été constaté pendant la visite que ces bassins stockaient des effluents de la distillerie. Les bassins n'assurent donc pas leurs rôles de capacités de rétention.

La cuverie à vin (capacité de 15 000 hl) n'est pas mise en rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de mettre en place la rétention de la distillerie en garantissant un volume de rétention disponible équivalent à 50 % de la capacité de stockage de la distillerie.

Dans la mesure où l'exploitant a prévu une rétention déportée pour le stockage d'alcools de bouche (QSP autorisée de 191.5 m³), un système d'extinction des écoulements enflammés est nécessaire. La fosse d'extinction ne peut donc pas accueillir les effluents de distillation et un volume minimum équivalent à 50 % de la QSP du chai, doit être maintenu disponible dans un bassin de collecte des déversements accidentels pour assurer la rétention du chai.

Par ailleurs, compte tenu de la gestion mutualisée des eaux de lavage de cuves du site avec l'établissement voisin, et que le volume total des cuves à vins des 2 établissements excède 20 000 hl, l'inspection demande à l'exploitant de mettre la cuverie en rétention en considérant comme paramètre dimensionnant la capacité de la plus grande cuve (2000 hl). Une prescription complémentaire en ce sens est proposé dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Il conviendra pour l'exploitant de présenter à l'inspection les solutions retenues pour la mise en rétention des installations et les justificatifs de leur mise en place. À noter qu'un dispositif de rétention peut être commun à plusieurs installations du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Détection liquide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, détection

Prescription contrôlée :

<p>"I. - (...) Au-delà d'une capacité de production égale à 150 hl AP/j, une détection de liquide placée dans un point bas de la rétention du local de distillation est installée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. (...)"</p>
<p>Constats :</p> <p>La distillerie est autorisée à exploiter 14 alambics de 25 hl et 4 alambics de 50 hl de charge, soit un total de 550 hl de charge équivalent à une production de 330 hl d'AP/j. Cependant, elle n'est pas équipée de détecteurs de liquide ayant pour fonction de signaler tout écoulement accidentel dans la distillerie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de mettre en place les capteurs de détection de liquide à placer en point bas de la distillerie. Des justificatifs de la mise en place des détecteurs seront à transmettre à l'inspection dans le délai indiqué.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, eau incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (...) • d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; (...) "

Constats :

L'exploitant a précisé que le site dispose d'une réserve incendie de 250 m³ validée par le SDIS au niveau du chai Giraud des Bois (chai appartenant à l'exploitant localisé à plus de 200 m du site). L'exploitant ne dispose pas d'une attestation du SDIS, spécifiant que cette réserve d'eau est recevable comme moyen d'extinction pour la distillerie de la Perruge.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient pour l'exploitant de contacter le SDIS et demander une réception de la réserve indiquant explicitement qu'elle peut être utilisée pour la défense incendie du site de la Distillerie de la Perruge malgré son implantation à plus de 200 m de la distillerie. Le justificatif de la validation de la réserve sera à transmettre à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, consignes

Prescription contrôlée :

"Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 28, le cas échéant ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et nettoyage ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
- L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place."

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi des consignes de sécurité mises à disposition des distillateurs dans la distillerie et affichées à différents emplacements du site (constaté sur le porte du chai Martell par exemple). Il s'agit principalement de consignes d'alerte et évacuation en cas d'incendie. L'exploitant a précisé que le personnel du site a reçu une formation de sécurité sur l'utilisation des extincteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Vérifications périodiques équipements de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un registre consignait les opérations de vérification et les actions à mettre en place. Les rapports de vérifications ont été communiqués : les extincteurs et les systèmes de désenfumage ont été vérifiés le 21 mai 2024 par l'ETS Pascal Sadry, les installations de protection contre la foudre ont été vérifiées le 15 avril 2024 par Dekra, les installations de combustion ont été vérifiées le 10 juin 2024 par Chaudronnerie Cognaçaise.</p> <p>Les rapports de vérification ne font pas état de non-conformités majeures. Des actions correctives sont à mettre en place sur les parafoudres de la distillerie (fusible et disjoncteurs à remplacer). Il revient à l'exploitant de mettre en œuvre les recommandations de l'organisme de vérification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Étanchéité bassin à vinasses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, stockage effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"(...)</p> <p>Le stockage des vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents. L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il procède à la vérification annuelle du bassin de vinasses à l'issue de la campagne de distillation. Il a présenté un tableau traçant chaque opération de vérification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : "Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. (...)"
Constats : L'exploitant a présenté un tableau excel qui enregistre les déchets expédiés du site, notamment les vinasses qui sont envoyées chez REVICO. Les déchets dangereux ont bien été enregistrés sur Trackdéchet (amiante, fonds de cuve groupe électrogène)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 67
Thème(s) : Risques accidentels, appareils de combustion
Prescription contrôlée : "Les installations de combustion classées au titre de la rubrique 2910 sont soumises aux prescriptions générales applicables au titre de cette rubrique. Les installations de combustion qui ne sont pas classées au titre de la réglementation des installations pour la protection de l'environnement respectent les prescriptions édictées dans les articles 2.12, 2.13 et 2.15 de l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié susvisé." Selon l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 27/07/1997 : "2.12. Alimentation en combustible Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée."

<p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>(...)</p> <p>Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> <p>(...)</p> <p>(1) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.</p> <p>(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.</p> <p>(3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation."</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau d'alimentation en combustible est équipé d'un dispositif de coupure rapide au niveau de chaque appareil à combustion et d'un dispositif de coupure à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>Le réseau n'est cependant pas équipé de vannes automatiques redondantes asservies à une détection de gaz et pressostat ayant pour fonction de fermer l'alimentation de gaz en cas de fuite de gaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de mettre en place la chaîne de coupure automatique qui doit s'actionner en cas de fuite de gaz (vannes, détecteurs).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>